



Dix adolescents jetés dans le grand froid

La rigueur polaire n'a pas assoupli les conditions d'accueil des jeunes migrants, à Nantes. « Ils sont rejetés à la rue comme jamais ! », s'indigne le collectif militant qui les soutient.

Le climat polaire sévissait à Nantes depuis 24 heures et l'adolescent grelottait. Pas de blouson, rien dans les mains. Pas de valise, pas de papiers. « J'ai 16 ans. Je suis parti de Côte d'Ivoire le 18 décembre. Je suis passé par la Libye. Je ne peux pas raconter. » En état de choc, Oumar (1) roule des yeux hallucinés par le trauma et ses nuits blanches de peur et de froid. Puis il fond en larmes, révélant, comme une catharsis, les insupportables violences infligées par son passeur.

Il était 16 h, mercredi. Oumar venait de sonner au 24 de la rue Fouré, à Nantes. Il lui avait fallu trois jours d'errance solitaire pour tomber sur quelqu'un qui le dirige vers le Gasprom, association nantaise d'aide aux immigrés. Le mercredi, le local accueille la permanence juridique du collectif de soutien aux mineurs isolés étrangers (MIE), assurée bénévolement par Marie Salaün. La salle est bondée de jeunes exilés.

« Comme tu es mineur, Aemina (2) doit te trouver une chambre et de te nourrir. Vas-y tout de suite, c'est à côté. Tu as des papiers ? Non ? Ça va être chaud pour toi. » Marie Salaün fronce des sourcils inquiets et donne son 06 au jeune Oumar. Au cas où.

Cri d'alarme du week-end

Hier, la situation avait encore empiré. Marie Salaün n'avait pas de nouvelles d'Oumar. Mais, « depuis le 10 janvier, seize MIE ont été considérés comme majeurs par Aemina. Normalement, dans un cas comme celui d'Oumar, les éducateurs ont l'obligation de le loger. Puis de le convoquer plus tard, pour un entretien d'évaluation, pendant lequel ils estiment si le jeune dit vrai ou non sur son âge. Mais là, leurs procédures sont bouclées en un temps record. En trois jours, parfois moins, le jeune est débouté de sa minorité et remis dehors, en dépit des -10 °C. »

Amandine Le Roy est l'une des



Marie Salaün, dans le local du Gasprom, ce week-end, tentait de trouver des solutions pour les adolescents expulsés de leurs hôtels.

avocates qui se bat pour faire reconnaître les droits des MIE : « Lorsque j'estime qu'un de mes clients a été débouté à tort de sa minorité, je saisis le juge des enfants, qui peut statuer qu'il a réellement moins de 18 ans et obliger le Département à le protéger. » Ce qui arrive fréquemment. Dans les faits, de nombreux jeunes exilés se retrouvent sur le carreau, faute notamment de papiers considérés comme conformes : « Mais souvent, les passeurs les dépouillent », soupire l'avocate.

Coup de fil

Vendredi, Marie Salaün a failli tomber de sa chaise en décrochant son téléphone. « C'était une éducatrice d'Aemina. Elle me prévenait qu'un jeune venait d'être expulsé de l'hô-

tel. À cause de sa structure, donc, puisque c'est elle qui l'avait débouté. Une demi-heure après, elle rappelait, pour deux autres jeunes à la rue. Et il fallait que moi, bénévolement, je trouve des solutions ? Aujourd'hui, 150 ados migrants sont sans toit, à Nantes ! »

« On est quoi ? L'aide sociale à l'enfance bis ? », s'était insurgée, en décembre, l'une de ses coéquipières. Une soixantaine de MIE sont abrités dans les squats occupés illégalement, mais gérés par le collectif de soutien. Les autres jeunes déboutés s'accrochent à leurs chambres d'hôtel pour éviter la rue, mais des procédures d'expulsion sont en cours. « Le problème, c'est que les garçons ne sont pas nourris. Ils peuvent tout juste compter sur le car des Restos

du cœur et sur les lieux d'accueil de jour pour les sans-abri. C'est clair qu'ils ne mangent pas à leur faim. » Sollicités, Saint-Benoît-Labre (qui gère Aemina) et le Département n'ont pas donné suite.

Agnès CLERMONT.

(1) Prénom d'emprunt.

(2) Aemina est le service d'évaluation de la minorité et de l'isolement des jeunes étrangers nouveaux arrivants, financé par le conseil départemental. Au titre de l'Aide sociale à l'enfance, le Département a l'obligation légale de mettre à l'abri tous les mineurs présents sur le territoire français.

Une soupe qui fait chaud

L'initiative lancée par une Nantaise a suscité un moment chaleureux, hier, à Talensac.



Ambiance chaleureuse lors de la distribution de soupe.

« J'ai lu ça dans Ouest-France samedi, raconte cette dame venue au marché de Talensac les bras chargés de vêtements chauds. J'ai trouvé ces gens très sympathiques et l'idée bonne. Alors, j'apporte couvertures et pulls. »

Elle n'était pas la seule, hier après-midi, à répondre à l'initiative lancée via Facebook (1) par une Nantaise, Meriem Coillier Assouni. « Ça n'a pas arrêté, ce matin, à l'heure du marché, raconte une des bénévoles. Au restaurant le Palais Bahia, c'était le défilé de gens qui nous déposaient des affaires. »

Du coup, dans l'après-midi, sacs, cartons et portants regorgeaient de vêtements et couvertures, en haut du marché de Talensac. Sur une grande table, une imposante marmite d'une savoureuse chorba. « Trop bonne la soupe marocaine !, témoigne Patrick, venu avec quelques copains de la rue, comme Kevin. Ça fait du bien. On s'est passé le mot là où on fait la manche, du côté du Bouffay. »

Il y a aussi des cuisses de poulet marinées, du café et du thé. Et des vé-

tements piochés à un beau aussi au Meriem Hemy hia : il a prêté son initiative. « son niveau d'eau, on trouve un que l'on Abdeljabes et ses dix années. L'organise clations, ture, vêtements pour les sacs. Bén pas ! (con cebook »

(1) Sur Facebook sans-abri »

Seul bol d'air : l'hébergement solidaire via Facebook

Et si l'une des solutions à ce problème humanitaire d'ampleur se trouvait dans le camp de la société civile ? Le conseil départemental, taccé à plusieurs reprises par le tribunal administratif de Nantes pour sa défaillance dans la prise en charge des MIE, est objectivement débordé. En juin, la collectivité territoriale a déclaré qu'elle prenait en charge un peu plus de 400 adolescents migrants, via l'association Saint-Benoît-Labre.

Pas assez de foyers, d'éducateurs, de moyens matériels, financiers et humains pour organiser une mise à l'abri réellement adaptée à chacun des jeunes exilés. « Pour moi, c'est inconcevable de laisser les gens dans la rue, encore plus insupportable avec le grand froid qui sévit en ce moment, confie Marie Salaün. Dix des seize jeunes déboutés ces derniers jours auraient dormi dehors si je n'avais pas pu les caser dans des familles. »

Dépannage de quelques jours ou hébergement à plus long terme, c'est selon. « Sans ce réseau solidaire, je n'avais aucune solution. Les squats sont pleins à craquer. » Marie Salaün est passée par la page Facebook du collectif de soutien aux MIE, « Les luttes des exilé-e-s à Nantes », pour déguster des places à droite et à gauche, dans des foyers nantais.

Aucun dispositif social ne remplacera les liens humains, interpersonnels, dont ces jeunes garçons et

filles ont besoin pour se reconstruire, indiquent les militants qui les soutiennent au jour le jour. C'est aussi le sens de l'opération de parrainage organisé par le Réseau éducation sans frontières. Depuis le 1^{er} octobre, vingt-neuf MIE ont été parrainés par 32 Nantais.

A. C.

Contact. Facebook : les Luttes des exilé-e-s à Nantes ; une cagnotte y a été ouverte pour les MIE.

Trois questions à...



Olivier Tura, 35 ans, nouveau directeur de Trempolino.

Quel est le rôle de Trempolino depuis sa création, en 1990 ? La structure située sur l'île de Nantes, près de Stereolux, où travaillent 28 salariés (bientôt 29), accompagne les musiciens régionaux à n'importe quel stade de leur développement. En 2016, 270 groupes sont venus répéter ou enregistrer dans nos studios. 380 ont suivi une formation.

Trempolino, géré par une association, a aussi un rôle auprès des Nantais : ils peuvent venir prendre des cours, écouter des conférences, des

concerts, et

Vous en directeu D'ici à 20 axes de dé n'est pas é davantage ouvert pus devons cré Nous avc proximité à Avec les éc etc. Il faut lents à l'inté artistes se r des pays de

Dans votr les group écoutez e Le groupe l sortir un dei leurs nanta

Recueil.

Contact. vard Léon-E trempo.com du lundi au

Un espace de coworking au cœur de Bellevue

Installé dans un grand appartement, Belle Vue veut rassembler les entrepreneurs qui travaillent dans le quartier, à la lisière de Nantes et Saint-Herblain.

L'initiative

Aux yeux de Mégane Savary, il n'y a pas que le centre-ville qui compte. C'est une des raisons principales pour lesquelles elle vient de monter un espace de coworking à Bellevue, dans ce quartier d'habitat populaire que, par ailleurs, elle habite. « Il y a de nombreuses personnes

formé en salle de réunion. « Il sert aux coworkers, mais on le propose aussi à d'autres, de l'extérieur », précise Mégane Savary.

À côté, se trouve une cuisine lumineuse. « Nous allons la mettre aux normes d'une cuisine professionnelle, annonce la propriétaire. Elle est destinée à ceux qui veulent se lancer dans la restauration. Ils pour-

